la cgt
CGT Travail Emploi Formation Professionnelle
★ SNTEFP-CGT ★ 39-43, quai André-Citroën 75015 Paris ★ syndicat.cgt@travail.gouv.fr ★ http://cgt-tefp.fr ★

# COMPTE-RENDU DE LA CAP DU CORPS DES CONTROLEURS DU TRAVAIL DU 10 MAI 2016

## Déclaration des élu/es CGT

Monsieur le DRH,

Cette première CAP 2016 se tient dans un contexte de mobilisations massives (plus d'1,2 millions de manifestants le 9 avril) et nombreuses (3 journée de grève interprofessionnelles + 3 autres journées de mobilisations) des salariés pour s'opposer à la casse du code du travail depuis plusieurs mois et exiger, avec le soutien de plus de 70 % de la population le retrait du projet de loi El Khomri. Les fonctionnaires sont parties prenantes de ces mobilisations. En effet, les agents publics ne sont pas dupes. Ce gouvernement entend sous fond de politique d'austérité, répondre à la feuille de route de la commission européenne, de modération salariale, de réforme du code du travail, de moins de protection sociale, de réforme territoriale. C'est pourquoi, après la journée de grève fonction publique du 19 janvier 2016, dans le cadre de convergences de luttes, agir pour la défense du code du travail, c'est aussi agir pour la défense du statut général des fonctionnaires, de ses garanties collectives en matière de recrutement, de déroulement de carrière, de droit à mutation et contre les loi mobilité, le protocole gouvernemental PPCR imposé de force , la loi Déontologie, le RIFSEEP, la réforme territoriale, etc…

Cette CAP se tient dans un contexte de baisse drastique des effectifs (- 192 en 2016, soit 713 suppressions de postes depuis 2012, soit + de 8 % des emplois supprimés en 5 ans) qui se traduit par des non-fonctionnements des services publics qui devraient être rendus à la population (dégradations dans l'accueil téléphonique et physique des usagers, plages d'ouverture des services réduites, voire fermeture certains jours ou pendant certaines périodes).

Cette CAP se tient aussi dans un contexte de désorganisation permanente des services de l'inspection du travail depuis la réforme mise en œuvre depuis plus d'un an et pour laquelle aucun bilan n'a été fait mais pour lequel le rapport de la Cour des comptes souligne une baisse réelle des contrôles des entreprises sur le terrain.

Cette CAP se tient dans un contexte de profondes inquiétudes des collègues des services « emploi et fonctions supports » impactés par la loi Nôtre avec ses transferts de missions et de compétence, par la réforme territoriale et la fusion des régions auxquelles l'administration ne répond pas et pire appelle à l'utilisation d'outils empruntés au privé opposés aux garanties collectives issues du statut général des fonctionnaires.

Cette CAP se tient dans un contexte de mise en extinction du corps des contrôleurs du travail, sans que des solutions soient apportées aux agents qui en relèvent et qui subissent pourtant :

- un vieillissement accéléré de la pyramide des âges du fait de l'absence de recrutement et du recul de l'âge de départ à la retraite
- des blocages dans leur déroulement de carrière avec notamment le goulot d'étranglement que les ratios promu-promouvables trop faibles (seulement 10 % en 2016 pour le passage en hors classe, alors que vous vous étiez engagés à des ratios supérieurs) ne peuvent réduire et qui a pour conséquence un nombre restreint de place ouvert à l'examen professionnel de contrôleur du travail hors classe. Soulignons d'ailleurs que cet examen, sans mesures prises pour y remédier, s'annonce fort sélectif compte tenu de la date de la première épreuve (le 2 septembre), un vendredi, le lendemain de la rentrée scolaire. La CGT s'interroge sur la pertinence de la date, qui pourrait décourager certains collègues contraints de choisir entre vie professionnelle ou vie familiale. De plus, les collègues venant des départements excentrés du lieu d'examen (encore plus éloignés avec les nouvelles régions) devront s'organiser pour venir la veille ! Quid des frais de déplacement inhérent à cet état de fait ?
- Pour les 40 % des contrôleurs passant l'EPIT, il y a le couperet avec son lot de non reçus source d'effondrements psychologiques de collègues, qui voient dans cette situation, leurs qualifications remises en cause ou non reconnues malgré plusieurs années de « bons et loyaux » services
- Et dernière provocation en date avec la présentation des effectifs 2016 théoriques régionaux et nationaux cumulant indistinctement la catégorie B (SA et CT) et la catégorie C. S'agit il d'anticiper l'extinction finale du

corps des CT et de la fin du « stock résiduel » ? Nous le craignons. Cette présentation augure une mécanique qui risque de bloquer encore plus le droit à mutation des collègues dans d'autres régions que leur région d'origine, en raison d'un prétendu sur-effectif régional et de l'application de la règle de l'infra-régional ! D'autant plus qu'aucune CAP de mutation ne semble prévue pour le second semestre.

Cette CAP se tient dans un contexte de miettes distribuées pour la rémunération des agents : + 0,6 % en juillet. Si l'Etat veut faire des économies, il peut revoir à la baisse certaines aides publiques, voire les supprimer, auprès des grandes entreprises qui à ce jour n'ont toujours pas permis de relancer l'économie nationale (par exemple, 40 milliards d'exonération pour le CICE).

Cette CAP se tient dans un contexte de dégradations des conditions de travail qui se traduisent par l'augmentation d'arrêts maladie, de saisine des commissions de réforme (pour lesquels vous êtes dans l'incapacité à nous communiquer les chiffres malgré votre engagement), de saisine des CHSCT mais par la multiplication de recours de tout ordre formés par les agents pour combattre les inégalités (reliquat de fin d'année, entretien évaluation dont 5 recours à cette CAP).

Alors, oui les conditions de travail des contrôleurs du travail se détériorent, oui l'état de santé des contrôleurs du travail se dégrade.

Il est urgent de répondre aux revendications !

La CGT sera aux cotés des agents, des salariés, des jeunes et moins jeunes, dans la rue le 12 mai prochain pour dire au gouvernement, aux parlementaires Stop !

Le projet de loi El Khomri n'est ni amendable ni négociable – il doit être retiré !

Le déblocage des carrières et des rémunérations est possible. Il passe par une revalorisation significative de la valeur du point, par l'arrêt des salaires au mérite, et l'abrogation du RIFSEEP, par l'ouverture de postes aux concours et par un plan massif de promotion de C en B (CT et SA) qui serait favorisé par la réouverture des postes au concours de CT et d'un plan de CT en IT pour celles et ceux qui le souhaitent, et par ordre d'ancienneté!

## Beaucoup de questions, mais peu de réponses… voire des reculs

Sur la diminution drastique des effectifs, l'administration renvoie au parlement la responsabilité et au vote des lois de finances.

Aucune réponse n'a été apportée sur les effectifs de référence C et B mélangés, qui auront pour conséquences des mutations infra-régionales et donc des mutations encore plus difficiles à obtenir ainsi qu'un manque de lisibilité.

Sur les commissions de réforme, l'administration indique qu'elle fera un bilan sur les saisines des commissions (le même engagement depuis 2 ans). Elle fera également une note de cadrage aux Direccte.

Sur le reliquat, l'administration centrale essayera d'avoir l'enveloppe du reliquat plus tôt qu'en 2015 « *afin d'en faire un vrai acte managérial* ». Bref elle reconnait des erreurs dans le versement du reliquat 2015 mais veut persévérer dans sa démarche de classification des agents.

Sur le ratio Pro-pro, l'arrêté de mars 2016 prévoit un ratio de 10 % en 2016, mais la discussion avec la DGAFP est toujours en cours pour passer ce ratio à 15 % maximum en 2017 et 2018.

Sur la date de l'examen professionnel d'accès à la Hors classe, la date du 2 septembre n'est pas délibérée et n'a pas objet de faire fuir les candidats… sans commentaire !

Sur l'EPTI, le PTE suit son cours sans toutefois avoir de précisions si les lauréats seront obligés d'aller en section (article 51 du projet de loi El Khomri en cours d'examen).

Sur l'affectation des lauréats, l'administration précise que le maintien dans la résidence administrative est un objectif. « Il n'est pas remis en cause sauf exceptions ». Il s'agit d'une reculade par rapport à l'engagement du DRH au début du PTE qui indiquait que les lauréats n'auront aucune mobilité géographique forcée.

# Mutations

| REGION ALSACE - CHAMPAGNE ARDENNE - LORRAINE | | NOM | UT Origine |
|---|---|---|---|
| **Postes ouverts à la vacance nationale** | | | |
| 08 - UD Ardennes | Agent de contrôle | PAS CANDIDAT | |
| 10 - UD Aube | Agent de contrôle - URACTI | PAS CANDIDAT | |
| | Appui Mutations économiques | PAS CANDIDAT | |
| | Gestionnaire de dossiers | PAS CANDIDAT | |
| | Agent de contrôle - section 5 | PAS CANDIDAT | |
| | Agent de contrôle - section 6 | PAS CANDIDAT (candidature retirée) | |
| | Agent de contrôle - section 11 - transport | PAS CANDIDAT | |
| 51 - UD Marne | Agent de contrôle | PAS CANDIDAT | |
| | Gestionnaire Accompagnement mutations économiques | PAS CANDIDAT | |
| 52 - UD Haute Marne | Agent de contrôle - Section 2 spécificité agriculture - transports | PAS CANDIDAT | |
| 67 - DIRECCTE | Gestionnaire RH - Châlons en Champagne | Pourvu en interne dans cadre réforme territoriale | |
| 67 - UD Bas Rhin | Gestionnaire SCT | PAS CANDIDAT | |
| | Gestionnaire Service financier | PAS CANDIDAT | |
| 68 - UD Haut Rhin | Agent de contrôle | DODERORIC Pier Adrian | UD 2A |
| | Agent de contrôle - URACTI | PAS CANDIDAT | |
| | Responsable SCT | PAS CANDIDAT | |
| **Postes ouverts prioritairement en infra régional** | | | |
| 51 - UD Marne | Gestionnaire SCT et MOE | PAS CANDIDAT | |
| 52 - UD Haute Marne | Gestionnaire de mesures emploi et développement local - BOP 102 - **SV** | PAS CANDIDAT | |
| 67 - DIRECCTE | Agent de contrôle SRC - Châlons en Champagne | Pourvu en interne dans cadre réforme territoriale | |
| 67 - UD Bas Rhin | Gestionnaire Service restructuration | PAS CANDIDAT | |
| 68 - UD Haut Rhin | Suivi des entreprises adaptées - **SV** | PAS CANDIDAT | |
| | | | |
| REGION AQUITAINE - LIMOUSIN - POITOU CHARENTES | | | |
| **Postes ouverts prioritairement en infra régional** | | | |
| 24 - UD Dordogne | Mutations économiques et publics en difficultés | HUGUET Florence (au 1er octobre au plus tard) sur demande du Direccte | UR 31 |
| 33 - DIRECCTE | Conseiller de prévention régional adjoint | Candidature non retenue par l'administration car pas mutation du conjoint ? + règle infra régionale<br>Vote pour la candidature : 5 CGT, sud, unsa et fo, contre : adm, abstention : cfdt | |
| 47 - UD Lot et Garonne | Service emploi / insertion professionnelle | Pourvu par SA | |
| | | | |
| REGION AUVERGNE - RHONE ALPES | | | |
| **Postes ouverts prioritairement en infra régional** | | | |

| | | | |
|---|---|---|---|
| 69 - DIRECCTE | Agent de contrôle - URACTI (ouvert prioritairement en infra régional au lieu de : à la vacance nationale) | RAYNAUD Vanessa | UD 03 |
| 69 - DIRECCTE | Gestionnaire de dispositifs entreprises adaptées | BALESTRA olivier (1er septmbre) | UD 38 |
| | | | |
| REGION BOURGOGNE - FRANCHE COMTE | | | |
| **Postes ouverts prioritairement en infra régional** | | | |
| 25 - DIRECCTE | Chargé Appui Ressources Méthodes - Dijon | MOREY Jérémy | UD 90 |
| 25 - UD Doubs | Agent de contrôle section 13 | LANCO Julien | UD 21 |
| | | | |
| REGION BRETAGNE | | | |
| **Postes ouverts à la vacance nationale** | | | |
| 22 - UD Côtes d'Armor | Chargé de renseignements en législation du travail | LOISEL Chantal | UD 14 |
| 29 - UD Finistère | Agent de contrôle UC Sud | Pourvu par un IT | |
| 35 - DIRECCTE | Appui au Pôle T | PICARD Lynda | |
| | Assistante Pôle T | PAS CANDIDAT | |
| | Responsable logistique | | |
| | | | |
| REGION CENTRE VAL DE LOIRE | | | |
| **Postes ouverts à la vacance nationale** | | | |
| 36 - UD Indre | Gestionnaire Accès à l'emploi | PAS CANDIDAT | |
| 41 - UD Loir et Cher | Gestionnaire mesures Accès à l'emploi | PAS CANDIDAT | |
| | Agent de contrôle - **3 postes** | PAS CANDIDAT | |
| 45 - DIRECCTE | Assistant à la gestion des mesures emploi | PAS CANDIDAT | |
| | Gestionnaire politique du titre et VAE | PAS CANDIDAT | |
| 45 - UD Loiret | Agent de contrôle - **3 postes** | KELEM Solange | UD 79 |
| | | | |
| REGION CORSE | | | |
| **Pas de poste déclaré vacant** | | | |
| REGION ILE DE FRANCE | | | |
| **Postes ouverts à la vacance nationale** | | | |
| | | | |
| 75 - DIRECCTE | Politiques de l'emploi - chargé de l'appui administratif dispositifs insertion professionnelle des jeunes et agrément des titres professsionnels | PAS CANDIDAT | |
| | Politiques de l'emploi - chargé du suivi des partenariats et des conventions mutéco | PAS CANDIDAT | |
| 78 - UD Yvelines | Agent de contrôle - Mantes la Jolie | PAS CANDIDAT | |
| | Agent de contrôle | PAS CANDIDAT | |
| | Gestionnaire dispositifs Emploi - service "insertion des jeunes en difficultés" | MOREL Michèle | UR 59 |

| | | | |
|---|---|---|---|
| 92 - UD Hauts de Seine | Agent de contrôle - Bagneux | PAS CANDIDAT | |
| | Responsable des moyens et de la logistique | PAS CANDIDAT | |
| 94 - UD Val de Marne | Agent de contrôle - **2 postes** | PAS CANDIDAT | |
| | Assistant de direction | PAS CANDIDAT | |
| | Chargé de la gestion et du suivi des conventions au pôle 3 E (au lieu de : au sein de la cellule budgétaire) | PAS CANDIDAT | |
| REGION ILE DE France (suite) | | | |
| **Postes ouverts prioritairement en infra régional** | | | |
| 75 - UD Paris | Agent de contrôle | Pourvu par IT | |
| 77 - UD Seine et Marne | Agent de contrôle - Chessy | PAS CANDIDAT | |
| | Agent de contrôle | PAS CANDIDAT | |
| 92 - UD Hauts de Seine | Agent de contrôle | CHEHADY Youssef au 1er septembre | UD 69 |
| 94 - UD Val de Marne | Agent de contrôle - **2 postes** | PAS CANDIDAT | |
| | | | |
| REGION LANGUEDOC ROUSSILLON - MIDI PYRENEES | | | |
| **Postes ouverts à la vacance nationale** | | | |
| 11 - UD Aude | Assistant du pôle 3E (au lieu de assistant de direction) | Uniquement SA | |
| 31 - DIRECCTE | Agent de contrôle - URACTI - Montauban | BRISSE Anne | UD 95 |
| 31 - UD Haute-Garonne (au lieu de 31 - DIRECCTE) Poste RETIRE | Gestionnaire emploi (au lieu de : gestionnaire finances) | Pourvu en Interne | |
| 31 - UD Haute-Garonne | Agent de contrôle | SIMONET Renaud | UD 60 |
| 32 - UD Gers | Gestionnaire emploi | RUBIN Véronique | UD 80 |
| 46 - UD Lot | Gestionnaire emploi | PAPILLON Isabelle | UD 41 |
| 48 - UD Lozère | Gestionnaire emploi | PAS CANDIDAT | |
| 66 - UD Pyrénées Orientales | Gestionnaire emploi (IAE) (au lieu de : gestionnaire Service central travail) | PAS CANDIDAT | |
| | | | |
| REGION NORD PAS DE CALAIS - PICARDIE | | | |
| **Poste ouvert à la vacance nationale** | | | |
| 59 - DIRECCTE | Gestionnaire FSE | VANDENBULCKE Cécile | réint |
| **Poste ouvert prioritairement en infra régional** | | | |
| 59 - DIRECCTE | Coordinateur animateur du réseau risques particuliers amiante - Douai | HUSTE Christian | UR 59 |
| REGION NORMANDIE | | | |
| **Postes ouverts à la vacance nationale** | | | |
| 76 - UD Seine Maritime | Agent de contrôle - **2 postes à Dieppe dont 1 SV** | PAS CANDIDAT | |
| | Chargé de renseignements en législation du travail | PAS CANDIDAT | |
| | Chargé de renseignements en législation du travail - Le Havre | PAS CANDIDAT | |
| **Postes ouverts prioritairement en infra régional** | | | |

| | | | |
|---|---|---|---|
| 14 - UD Calvados | Agent de contrôle - Hérouville-Saint-Clair (au lieu de : Caen)<br>2 postes - **SV** | HOUSSIN Guillaume<br>DUMONT Patricia | UD 95<br>UD 50 |
| 61 - Orne | Responsable IAE - **SV (poste ajouté)** | PAS CANDIDAT | |
| 50 - UD Manche | Agent de contrôle - 2 postes **SV** (poste ajouté) | PAS CANDIDAT | |
| | Agent chargé du contrôle Emploi - Politique TH et politique du titre | PAS CANDIDAT | |
| 76 - DIRECCTE | Responsable du service Logistique et immobilier | PAS CANDIDAT | |
| | Gestionnaire Ressources humaines | PAS CANDIDAT | |
| 76 - UD Seine Maritime | Agent de contrôle - Rouen Nord **- SV** | PAS CANDIDAT | |
| | | | |
| REGION PAYS DE LA LOIRE | | | |
| **Postes ouverts à la vacance nationale** | | | |
| 44 - DIRECCTE | Programmeur | CHAPRON Samuel | |
| | Gestionnaire FSE | PAS CANDIDAT | |
| | Gestionnaire ESE - **SV** | BAUCHET Françoise | UD 78 |
| | Assistant Politique du travail | PAS CANDIDAT | |
| 44 - UD Loire Atlantique | Assistant au contrôle - Saint Nazaire | PAS CANDIDAT | |
| | Assistant au contrôle | PAS CANDIDAT | |
| 49 - UD Maine et Loire | Agent de contrôle - **SV** | PAS CANDIDAT | |
| | Gestionnaire logistique | PAS CANDIDAT | |
| | Gestionnaire dispositif Emploi BOP 102 -103 - **SV** | PAS CANDIDAT | |
| 53 - UD Mayenne | Agent de contrôle - **2 postes** | PAS CANDIDAT | |
| 85 - UD Vendée | Agent de contrôle - **4 postes** | RYBCZYNSKI Philippe | UD 02 |
| **Poste ouvert prioritairement en infra régional** | | | |
| 44 - UD Loire Atlantique | Gestionnaire dispositif Emploi BOP 102 -103 | PAS CANDIDAT | |
| | | | |
| REGION PROVENCE ALPES COTE D'AZUR | | | |
| **Postes ouverts à la vacance nationale** | | | |
| 06 - UD Alpes Maritimes | Chargé de renseignements en législation du travail - **2 postes** | PAS CANDIDAT | |
| | Gestionnaire de dossier IAE | PAS CANDIDAT | |
| 13 - DIRECCTE | Gestionnaire Rémunérations | PAS CANDIDAT | |
| 13 - UD Bouches du Rhône | Chargé de renseignements en législation du travail | PAS CANDIDAT | |
| 83 - UD Var | Gestionnaire RH proximité, logistique | PAS CANDIDAT | |
| | Gestionnaire dossiers ACCORDS | PAS CANDIDAT | |
| | Chargé de renseignements en législation du travail | PAS CANDIDAT | |
| | Gestionnaire de dossier IAE | PAS CANDIDAT | |
| | Gestionnaire Service Mutations économiques | PAS CANDIDAT | |
| 84 - UD Vaucluse | Gestionnaire RH proximité, immobilier, logistique et assistant de prévention | PAS CANDIDAT | |
| | | | |
| D O M | | | |

| | | | |
|---|---|---|---|
| **Postes ouverts à la vacance nationale** | | | |
| 972 - DIECCTE Martinique | Gestionnaire mesures Jeunes Pôle 3E | **ALBIN Sylvie** (vote pour administration, Abstention : OS) Vote CADEDDU Josiane (pour : CGT, sud et unsa, abs : fo et cfdt, contre : adm) et lecture par la CGT de 2 autres dossiers | UD75 |
| 973 - DIECCTE Guyane | Service de renseignement travail - SCT | BENDADI MEGANGE Sonia | UD 93 |
| 976 - DIECCTE Mayotte | Gestionnaire au CSPI (Chorus) poste ajouté | PAS CANDIDAT | |
| | | | |
| INTEFP | | | |
| **Postes ouverts à la vacance nationale** | | | |
| Marcy l'Etoile | Assistant de formation - **SV** | Non vacant | |
| | Assistant agent comptable | PAS CANDIDAT | |
| | Gestionnaire moyens généraux - **SV** | MIREBEAU Jean-Paul (sous réserve libération du poste) | UD 38 |
| | Gestionnaire infrastructures - **SV** | MIREBEAU Jean-Paul (sous réserve libération du poste) | UD 38 |

L'administration a indiqué pour la première fois sa position en cas de cumul de candidatures issues de corps différents (SA ou IT). Ce n'est pas la première CAP qui se déroule qui aura le poste. « L'administration discute de manière objective des dossiers au regard des motifs prioritaires ou sensible et des éléments justificatifs des dossiers. Elle priorise ensuite et retiendra le candidat qu'elle aura classé numéro 1 ».

## Tableau avancement au grade de CT Hors classe

Pour l'année 2016, Moyenne d'ancienneté dans le grade : 13 ans, moyenne d'âge, 51 ans et échelon moyen : 10e

Corinne BOUCHET de la Direccte de Bretagne est nommé CT hors classe au titre de l'année 2015, en remplacement de Monsieur Arnaud CATROS, lauréat de l'examen pro pour l'année 2015.

L'administration a préféré prendre la suivante sur la liste de la direccte Bretagne et non faire droit à la demande de la CGT de nommer le plus ancien dans le grade. La demande CGT ne remet bien entendu pas en cause les compétences de la collègue promue.

## Désignation des représentants CT au CNIT

Titulaire : Jacques DUPLENNE (sud), suppléant : Nicolas CHAMOT (CGT)

## Désignation des représentants aux commissions de réforme

Les représentants CGT aux commissions de réforme sont :
Florence LANDOIS (UD 38), Gilles ICHE (UD 65), Louise FASSO-MONALDI (UD 75), Corinne GUBIAN (UD 69) et Nicolas CHAMOT (UD 78).
La DRH remettra un tableau à jour à toutes les Direccte et UD.

## 5 recours sur les comptes rendus entretien d'évaluation (2 en classe normal et 3 en hors classe)

Ces recours démontrent une fois de plus le système pervers et non objectif de l'évaluation et conforte la position de la CGT de retrait des entretiens professionnels.

La CGT et les autres élus ont obtenus gain de cause sur tout ou partie des demandes de recours formulées par les collègues.

L'administration s'est engagée à informer les auteurs des recours en même temps que la notification de la décision du DRH aux DIRECCTE concernées.

2 dossiers de discriminations syndicales ont été évoqués. L'administration a proposé d'effectuer des notifications au DIRECCTE concerné pour qu'il modifie l'évaluation.

En réaction, l'ensemble des élus ont voté la motion suivante :

« *les élus et experts CGT, FO, SUd et UNSA à la CAP du corps des contrôleurs du travail de ce jour demandent instamment que l'administration centrale ne renvoie pas sur les DIRECCTE la responsabilité de régler les cas de discriminations syndicales dans le cadre du CREP et qu'elle exerce son rôle afin de rétablir elle-même les agents dans leurs droits* ».

## Prochaines CAP

13 octobre : mutations, et 15 décembre : avancement (l'administration ne veut pas de CAP de mutation en décembre cette année, sauf quelques éventuels dossiers)

## Vos élu/es CGT

Florence LANDOIS (UD 38), Gilles ICHE (UD 65), Louise FASSO-MONALDI (UD 75), Corinne GUBIAN (UD 69)